

VOIRIE DE LA COMMUNE
ARRÊTÉ ANNUEL POUR INTERVENTION D'URGENCE ET D'ENTRETIEN :
MIDI TRAVAUX en sous-traitance avec SUEZ Eau France

Le Maire de la commune de VELLERON (Vaucluse)

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-2, L.2213-1;
Vu la demande en date du 20/12/2022 par laquelle l'entreprise SUEZ Eau France S.A.S Agence Vaucluse 1295 Avenue J-F KENNEDY CS 30226 84206 CARPENTRAS CEDEX sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public de façon permanente lors d'intervention d'urgences sur les réseaux d'alimentation d'eau potable de jour comme de nuit pour l'année 2023 par l'entreprise : MIDI TRAVAUX 4900 Chemin des Châteaux 84300 CAVAILLON (Tél : 0490716452)
Vu le code de l'administration communale,
Vu l'arrêté préfectoral N°584 du 11 février 1971 formant additif au règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales

ARRÊTÉ :

Article 1 – Le pétitionnaire est autorisé à exécuter les travaux qui font l'objet de sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions de l'arrêté réglementaire visé ci-dessus et aux conditions suivantes :

Article 2 – La signalisation du chantier devra être conforme à l'arrêté interministériel du 10 juillet 1974, livre I, 8^e partie « signalisation temporaire ». Un panneau de limitation de vitesse à 30km/h sera placé au droit du chantier.

Article 3 - Pour éviter tout risque d'accident, si besoin, la circulation sera interdite ou l'alternance de la circulation sera réglée par des ouvriers munis de piquets mobile K10 ou au moyen de feux tricolores pendant toute la durée des travaux.

Article 4- Des panneaux d'interdiction et de déviation seront mis en place par l'entreprise et maintenus pendant toute la durée des travaux.

Article 5- Le permissionnaire sera responsable des incidents ou accidents de toute nature qui pourraient en résulter, pour son installation, soit du fait de la circulation, soit du fait de l'état de la chaussée, des accotements, ou tous ouvrages publics, soit enfin du fait des travaux exécutés sur le domaine public dans l'intérêt de celui-ci ou de la sécurité publique. Les droits des tiers sont en demeurent expressément réservés. La chaussée sera remise en état à la fin des travaux.

Article 6- En cas de nécessité urgente, la largeur de la chaussée sera restituée à tout moment pour les besoins de la circulation notamment pour assurer le passage des véhicules de la protection civile, d'ambulance et d'incendie.

Article 7– La police Municipale et la Gendarmerie de Pernes les Fontaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L.2212-5 du code général des collectivités territoriales.

Article 8 - Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

VELLERON, le 20/12/2022

Le Maire,
M. Philippe ARMENGOL

P/o Le Maire par délégation
Hervé Berenguer

